

Démocratie et socialisme **7 juillet 1914**

*Publié Il Socialista, no 7 et 8 des 12 et 16 juillet 1914 et « Histoire de la Gauche communiste 1912-1919 »
reproduit de (Dis)continuité No. 4, Novembre 1998 - Bordiga : textes d'avant 1914*

Démocratie et socialisme

1

Bien que les socialistes qui soutiennent la tactique des accords avec les partis "proches" assurent que de tels accords ne sont que des procédés transitoires destinés à résoudre des situations particulières et qu'ils n'impliquent pas de renoncer aux caractères fondamentaux du programme et de à propagande socialistes, qu'ils ne compromettent pas la physionomie et la constitution du parti, en pratique c'est tout le contraire qui se passe.

Plongés qu'ils sont dans une bataille électorale sur une plate-forme non-socialiste mais commune à quelques partis bourgeois, obsédés par la manie du succès, les socialistes qui font partie d'un bloc finissent par réduire leur propagande à un ramassis de thèmes populaires dans lesquels les principes du socialisme s'égarent et se dissipent. L'effet de cette prédication est un état d'esprit qui se crée parmi les masses, auparavant acheminées vers la conception et l'action socialistes, et qui brouille en elles toute capacité élémentaire de distinguer les buts des divers partis politiques. Et c'est ainsi que la déviation transitoire, la transaction passagère, deviennent par la fatale force des choses une confusion permanente, confusion dans laquelle le parti socialiste a tout à perdre et par laquelle il voit ainsi anéantis en quelques jours de carnaval électoral les résultats d'années et d'années de propagande difficile et de préparation pénible. Les conséquences sont d'autant plus profondes, durables et dangereuses lorsque la conscience prolétarienne en est à son stade embryonnaire et que la maturité intellectuelle et politique de la classe ouvrière est en retard. Cette considération facile et limpide suffirait à elle seule - s'il n'y en avait bien d'autres encore - à renverser les assertions de ceux qui appuient la thèse de la politique des blocs en invoquant les conditions économiques et intellectuelles en retard - les deux phénomènes se déroulant de façon parallèle - du prolétariat de telle ville ou région. Mais si l'on pense que celui qui est véritablement socialiste dans sa conscience et son intellect - sans devoir être pour cela un maniaque du doctrinarisme - ne peut s'empêcher d'estimer que ne saurait naître des batailles électorales et de la conquête des pouvoirs publics autre chose que des résultats tout à fait limités et secondaires pour les intérêts des masses ouvrières, en regard de l'objectif de l'action socialiste complexe; que nous ne devons attribuer aux élections qu'une valeur principale de bonne occasion pour faire de la propagande sur la place publique, ou, si l'on veut aussi, du haut des sièges de conseillers ou de députés; alors il s'avérera démontré que celui qui ruine l'oeuvre de propagande et de prosélytisme pour assurer une quelconque victoire électorale, n'est pas un socialiste qui a des idées tactiques plus ou moins différentes de celles des intransigeants, mais est sans aucun doute un non-socialiste, quelqu'un qui s'est déjà placé, de quelque façon qu'on l'étiquette, en dehors des directives du socialisme pour soutenir un point de vue très différent et souvent antithétique à celui qu'il suivait auparavant.

Si l'on retourne en pensée aux lignes fondamentales de la construction socialiste, qui n'est pas une

doctrine vide ni une action fragmentaire et incohérente, mais une synthèse de faits et d'idées, on ne peut méconnaître l'énorme préjudice que porte à la cause du socialisme cette confusion grossière entre démocrate et socialisme, qui est la conséquence fatale des blocs dans l'esprit ingénu et non encore mûr de l'ouvrier.

Considérer les idées démocratiques et le socialisme comme des concepts voisins, les faire passer pour des branches issues d'un même tronc et qui tendent à se rejoindre, est, si l'on me permet l'expression, le sabotage le plus déplorable de la propagande socialiste. Les mensonges venimeux des cléricaux, conservateurs et réactionnaires, ne feront jamais autant de mal que les lénifiantes déclamations populaires des démocrates en quête de votes ou des ex-socialistes malades de la manie des blocs.

Et il s'impose à nos propagandistes modestes mais conscients, qui diffusent une idée et ne mendient pas un mandat électoral, d'opposer de toute leur force, avec toutes leurs énergies, une digue à la marée de vase et de boue du confusionnisme.

Quand le socialisme commença à surgir dans toute l'Europe, d'abord dans la prédication humanitaire des utopistes, puis dans la puissante conception scientifique des socialistes allemands qui la relièrent pour toujours à l'action sociale des grandes masses prolétariennes, la plus grande partie de l'Europe était encore sous le joug du régime politique absolutiste et féodal. Bien que la révolution française se fût déroulée quelques décennies auparavant, son sillon profond n'avait pas encore instauré définitivement la domination de la démocrate politique, mais elle en avait puissamment affirmé le programme novateur et révolutionnaire; sous le drapeau de l'égalité, de la liberté, de la fraternité, avec les déclarations historiques des droits de l'homme. Et pourtant le socialisme, compris comme un fait social et non comme un processus culturel dans la pensée de tel ou tel sociologue ne découla pas d'un développement de la démocratie, mais s'affirma comme dénonciation solennelle de la faillite historique de la formule démocratique et des mensonges qu'elle contenait. Pour être plus exact, le socialisme proclama que la révolution bourgeoise s'accomplissait sur le terrain économique et aussi politique dans l'intérêt d'une nouvelle classe de dominateurs qui surpassaient les dominateurs d'hier, qu'elle était l'avènement de la bourgeoisie commerçante, manufacturière, industrielle, remplaçant la vieille aristocratie agraire et féodale, que dans sa formation-même le tiers-état, c'est-à-dire la bourgeoisie, donnait naissance à une autre classe opprimée, le prolétariat, puisque le paysan devenait ouvrier, le serf de la glèbe esclave de l'usine ou de toutes façons travailleur salarié, mais qu'il continuait à être exploité par quelqu'un.

Et le socialisme démontra que cette construction philosophique tout en rose de la révolution française, avec son programme d'égalité et de liberté qui avait fasciné les masses, cachait au contraire la genèse d'une nouvelle forme d'oppression, de nouvelles inégalités pour le moins aussi profondes que les anciennes; il démontra également qu'en agitant le concept de démocratie, ou domination politique de la majorité, cette construction préparait la domination économique d'une nouvelle minorité, celle de la nouvelle oligarchie du capital.

Face à la nouvelle classe dominante apparaît donc la classe opprimée : le prolétariat. Au fur et à mesure que la formation économique et politique de la bourgeoisie progressait, contre elle, se renforçait la nouvelle classe sociale constituée par les travailleurs. Cette classe va à son tour former petit à petit sa propre idéologie, qui est le socialisme. Alors que la bourgeoisie, née révolutionnaire, après avoir conquis les positions sociales qu'elle détient, devient, de par la fatalité des choses, conservatrice, le prolétariat se fait révolutionnaire, car il comprend qu'il ne peut se contenter de la soi-disant égalité politique que lui concède la démocratie bourgeoise, et il se prépare à de tout autres conquêtes. Le prolétariat socialiste pose explicitement le problème sur le plan économique, expérimente avec ses organisations de métier la lutte contre le capitalisme et conçoit son programme de classe, qui consiste

en l'expropriation des moyens de production et d'échange, qu'il se propose de socialiser.

Avec la formulation de ce programme, qui remonte désormais à plusieurs décennies, et est poursuivi avec une constance et une conformité imposantes par des millions de travailleurs, les idées et la finalité de la démocratie sont définitivement dépassées. Celle-ci essaie de faire croire que dans son système il y a la possibilité d'une évolution ultérieure, d'un perfectionnement de l'ordre social dans le sens d'un plus grand bien-être pour les masses. Mais cette propagande est menée par la démocratie non plus avec des intentions d'innovation, mais par nécessité de conservation.

La démocratie cherche à faire croire au prolétariat, même là où elle a abattu politiquement les vieilles classes féodales et où la nouvelle bourgeoisie moderne est en train de les supplanter économiquement au cours d'un processus plus ou moins avancé, que à cause de la détresse économique se trouve dans la survivance des classes qu'elle veut abattre. Les démocrates soutiennent également que la promotion économique des ouvriers est un problème d'éducation et de culture et que c'est par cette voie qu'ils se proposent de l'atteindre.

Mais la critique socialiste a détruit depuis longtemps ces sophismes. Le triomphe de la bourgeoisie démocratique sur les vieilles aristocraties est certes le point de départ de la formation du véritable prolétariat socialiste, mais ce point ne marque que le triomphe d'une nouvelle forme économique qui représente souvent, sinon toujours, une égale exploitation des masses. La survivance de parts politiques qui s'opposent aux directives démocratiques n'est donc pas en relation avec le malaise ouvrier, qui est dû bien au contraire à l'organisation économique actuelle de la production, - organisation que la démocratie veut également conserver. Bien mieux, le développement et la diffusion toujours plus grands du capitalisme moderne déterminent, même si ce n'est pas d'une manière absolue, une plus grande misère parmi les masses travailleuses.

L'oeuvre culturelle que la démocratie affirme vouloir accomplir est une illusion, puisqu'elle est incompatible avec les conditions économiques des masses. Celui qui mange peu et travaille beaucoup possède un cerveau qui souffre d'une déficience évidente. Le bien-être est la condition nécessaire de la culture intellectuelle.

C'est le problème économique-social qui doit être abordé. Le socialisme pose ce problème, l'affronte et le résout en assignant au prolétariat la tâche d'abattre l'organisation économique actuelle et les institutions politiques correspondantes pour leur substituer un régime nouveau. Le problème philosophique de la liberté de pensée tant agité par la démocratie est ainsi remplacé par le postulat social du droit à la vie.

Ce postulat ne pourra jamais être rempli en restant dans l'orbite du système actuel. L'évolution historique du régime politique démocratique n'est pas une ascension continue vers l'égalité et la justice, mais une parabole qui atteint son sommet et redescend vers une crise finale, vers la collision entre les nouvelles forces sociales et la classe actuellement dominante.

S'il existe donc une négation complète de la théorie et de l'action démocratiques, elle se trouve dans le socialisme. On ne peut énoncer, dans la forme la plus modeste et la plus simple, une des vérités élémentaires qui sont au coeur de notre propagande, sans être en contradiction avec la méthode, les concepts, les buts de la démocratie !

A l'harmonie des classes voulue par elle nous opposons la lutte des classes sur le terrain économique et politique.

A ses théories d'évolution et de progrès nous opposons la réalité historique de la préparation révolutionnaire.

A son éducationnisme nous opposons la nécessité de l'émancipation économique des classes travailleuses, qui seule pourra mettre fin à leur infériorité intellectuelle.

Et quand bien même il n'y aurait rien d'autre, il suffirait de rappeler que la démocratie moderne est intimement colonialiste et donc militariste de par les nécessités du développement économique de la bourgeoisie moderne en quête de nouveaux marchés; alors que le prolétariat est par définition internationaliste et antimilitariste.

La démocratie voit dans le système représentatif le moyen pour résoudre tout problème d'intérêt public; nous y voyons le masque d'une oligarchie sociale, qui se sert du mensonge de l'égalité politique pour maintenir les travailleurs opprimés. La démocratie veut l'étatisation et la centralisation des activités et des fonctions sociales; le socialisme voit en l'Etat bourgeois son véritable ennemi, le socialisme est sur le plan administratif pour l'autonomie locale la plus grande. La démocratie veut une école d'Etat, nous y voyons un danger non moins grave que dans l'enseignement confessionnel. La démocratie ne voit le dogme que sous la soutane du prêtre; nous le voyons aussi sous la casaque du militaire, sous les emblèmes dynastiques et nationaux, sous toutes les institutions actuelles, et pardessus tout dans le principe de la propriété privée.

Celui qui oublie ces antithèses, qui consent à des accords avec des partis démocratiques, accords qui se font sur le terrain électoral mais qui envahissent et submergent, comme nous le disions plus haut, l'action et le caractère du parti et de la conscience plus ou moins développée des masses, rétracte par bribes et par morceaux tout son socialisme et ne peut plus être le champion et le propagandiste du socialisme.

Démocratie et socialisme

2

Dans l'article portant le même titre et paru dans le numéro précédent, nous avons tout de suite rappelé, à l'attention de nos camarades, les concepts fondamentaux d'où découle la différence profonde qui sépare les buts de la démocratie et ceux du socialisme.

Nous avons montré comment le confusionnisme, qui est la conséquence des accords contractés sur le terrain électoral, finit par détruire les fruits de la propagande socialiste, laquelle ne peut pas ne pas être la critique continuelle et la négation des tendances et des opinions de la démocratie bourgeoise.

Mais les ententes avec les partis proches sont justifiées habituellement, sur le plan administratif, avec des considérations d'un autre ordre. On nous fait observer que, dans les questions administratives, la pratique doit prévaloir sur la théorie, qu'il faut avoir en vue des objectifs immédiats et concrets, de caractère tout à fait local, et laisser de côté les discussions politiques et sociales.

On invoque, suivant les occasions et les localités, des raisons particulières qui devraient décider les socialistes à la politique des blocs; ces socialistes, renvoyant à des temps meilleurs le travail de propagande et de prosélytisme sur la base de la lutte de classe, devraient penser à aider pour le moment la partie la plus moderne, la plus avancée, la plus honnête de la bourgeoisie à se débarrasser de ces vieilleries que sont les partis réactionnaires et les coterie dominants la vie administrative. L'élimination de ces survivances devrait constituer le début d'une oeuvre destinée à élever, à éduquer les masses, à établir le minimum de civilisation, de propreté, de décence qui transforme la plèbe en peuple. Après on viendrait, de la part du parti socialiste, à la préparation socialiste du prolétariat, à la propagande de classe et à la politique intransigeante.

Ce raisonnement fait très souvent mouche dans les localités où la conscience politique est superficielle. Et pourtant il est fondamentalement erroné et n'est qu'un vulgaire truc sous lequel on fait passer les motifs les moins avouables de l'alchimie électoraliste.

Une simple distinction suffit à le détruire. Etre socialiste, cela veut dire considérer comme possible aujourd'hui, sur la base de l'étude des conditions économico-sociales actuelles, une action de classe tendant à détruire le capitalisme pour lui substituer un nouvel ordre social. Agir en socialiste, cela signifie oeuvrer de sorte que la conscience de cette possibilité se répande chez un nombre toujours croissant de prolétaires et avec une simultanéité la plus grande possible dans les divers pays et les diverses nations.

Celui qui, tout en reconnaissant que la destruction du capitalisme sera une belle chose, ne considère pas, le moment venu, d'agir dans ce sens, mais croit opportun de résoudre, avant, de tout autre problème, n'est pas un socialiste. Autrement, nous devrions considérer comme socialiste chacun de nos contradicteurs qui commence à nous jeter au visage la phrase habituelle : je suis plus socialiste que vous, mais ... Autrement nous devrions considérer comme socialiste une grande quantité d'anciens penseurs sur la base de quelques-unes de leurs affirmations platoniques, et nous aurions relégué le concept de socialisme dans les contrées de l'indéfinissable en l'abandonnant à des exercées onanistes analogues à ceux des glossateurs qui reconnaissaient Victor-Emmanuel dans le Veltro de Dante.

En conséquence, celui qui croit la lutte de classe inutile pour le moment et qui entend s'occuper des questions concrètes que les blocs s'engagent à résoudre, celui-là est un démocrate, bon ou mauvais, mais pas un socialiste.

L'assertion nous paraît peu contestable.

Nous avons effectivement soutenu dans l'article précédent que le phénomène électoral - en particulier lorsqu'il n'est pas fondé sur une base de parti - est tel qu'il absorbe et estompe toute autre forme d'action. La contradiction, donc, entre la politique de bloc au niveau local et la propagande socialiste est indéniable. Et elle l'est encore pour d'autres raisons.

Notre propagande - et nous continuons, bien entendu, à rappeler des concepts très connus et élémentaires - se fonde non sur la prédication abstraite d'une théorie, mais sur la constatation de certaines conditions économiques et matérielles de vie, communes à tous les travailleurs. Elle saisit tous les moments de l'existence de l'ouvrier à l'usine, en famille, pour lui démontrer que, s'il veut défendre ses intérêts, il doit le faire en se mettant d'accord avec ceux qui ont des conditions de vie analogues. Nous nous efforçons de transformer l'égoïsme aveugle en un sentiment conscient, de façon que l'individu transfère la défense de ses intérêts sur celle des intérêts de sa classe et que l'ouvrier ne soit plus le concurrent et l'ennemi de l'ouvrier, mais qu'il soit le frère et le camarade de tous les autres ouvriers et l'adversaire de la classe des exploités.

On parvient graduellement à ceci en partant de la communauté évidente des intérêts de catégorie des ouvriers d'un métier donné avec pour but l'alliance de tous les travailleurs du monde dans l'Internationale Socialiste. Mais notre objet n'est pas de reconstruire ici les étapes de cette propagande, qui est la raison d'être du socialisme.

Mais évidemment nous ne pouvons pas sauter, dans ce processus d'éducation des individus vers l'action de classe, un stade aussi important que cette solidarité des travailleurs dans la ville, la Commune; Commune si riche, particulièrement en Italie, de traditions historiques de vraie liberté de liberté presque antiautoritaire, mais étouffée par la suite par les empiétements des petits et grands Etats autoritaires.

Qui donc est pour la lutte de classe ne peut l'exclure de la vie communale sous peine de renoncer à l'étendre à la vie des nations et à toute la vie sociale de la communauté humaine.

La politique de bloc au niveau communal nie, tue, arrête la propagande de la lutte de classe; et ceux qui

se disent partisans de l'intransigeance seulement dans les luttes politiques mais pas dans les luttes administratives sont ridicules.

Notre politique, qui n'est pas une activité académique reléguée dans les décors des parlements, mais une résultante de la réalité économique, part du petit incident de la vie du travailleur pour arriver à toutes les formes d'action collective de la classe ouvrière. Dans la Commune aussi nous faisons oeuvre politique, c'est-à-dire oeuvre de propagande, de prosélytisme, de préparation au choc final entre les classes.

"Il n'existe pas de socialisme municipal; c'est une sottise en théorie et un mensonge en pratique", a dit le député Lucci au congrès d'Ancône. Très bien. Il n'existe pas un socialisme municipal, de même qu'il n'existe pas un socialisme parlementaire ni un socialisme syndical, parce qu'on ne réalisera la révolution ni par les communes, ni par les syndicats (quoi qu'en disent certains attardés du syndicalisme d'hier).

Le socialisme accomplit une oeuvre de négaton et de démolition dans toutes ses formes particulières d'activité.

Et c'est justement pour cela que nous ne devons pas le laisser se disperser dans les reconstructions administratives que les blocs prétendent vouloir faire. Si nous, socialistes, nous savons ne pas pouvoir faire du socialisme dans la Commune, pourquoi devrions-nous vendre notre âme et notre dignité pour y faire de la démocratie douteuse et délavée ? Ou l'un ou l'autre : qu'on l'examine à n'importe quel point de vue, le dilemme se précise.

Et même l'objection de la courte durée des blocs ne tient pas. Les blocs durent peu de temps pour l'unique raison qu'ils échouent toujours dans les buts pratiques qu'ils se proposent. Si les blocs devaient réaliser toutes leurs promesses, l'accord entre les divers éléments du bloc devrait se perpétuer inconditionnellement pour des décennies et des décennies.

Beaucoup de postulats avancés par les blocs, avec leur caractère pratique ostentatoire, comparés à nos aspirations théoriques à une transformation fondamentale de l'ordre social actuel, présentent des taux de probabilité bien moindres. Cela peut sembler un paradoxe, mais c'est ainsi.

Si les conditions pour le développement du socialisme étaient confiées à la bonne volonté des administrateurs démocrates, comme les socialistes partisans des blocs affichent de le croire, on pourrait attendre le socialisme un bon bout de temps.

Certaines conditions de la misère populaire sont inhérentes au développement du capitalisme, et aucune démocratie communale ou d'Etat ne peut les adoucir sensiblement. A Londres, à Paris, à Berlin, la faim, la misère, la délinquance tourmentent peut-être plus les bas-fonds des villes qu'au temps où, il y a des dizaines d'années, les démocraties bourgeoises modernes ne dominaient pas encore.

Et c'est seulement l'insurrection du socialisme qui pourra amener à la lumière du soleil ces nombreux millions d'êtres humains saignés à blanc par l'exploitation de ceux qui se prélassent dans les grandes demeures et dans les édifices somptueux que sont les bâtiments des quartiers auxquels les Communes modernes prodiguent des millions et des milliards.

Maintenant, quand les socialistes des blocs disent pour leur défense que le bloc est un phénomène transitoire et de courte durée, et que donc il n'en n'implique pas l'ajournement sine die de la lutte de classe, ils démontrent seulement qu'ils sont conscients du fait que les blocs mentent dans leurs promesses et échoueront sans doute s'ils les maintiennent. Et alors pourquoi font-ils des blocs ? Nous le verrons sous peu.

Éliminons d'abord une autre observation des partisans des blocs. La politique des blocs serait un stade nécessaire du développement socialiste, étant donné que la Haute Italie a traversé ce stade dans les dernières années et qu'après, le parti en est venu à l'intransigeance. Ceci n'est pas vrai non plus. La tactique des alliances suivie en Italie septentrionale et centrale par le Parti Socialiste l'avait déprimé dangereusement. Les bourgeois rejetaient la faute de l'échec administratif des blocs sur les socialistes, et les masses s'éloignaient du socialisme. (D'ailleurs la bonne administration dans beaucoup de régions italiennes du Nord n'est pas un résultat de la démocratie, mais une tradition qui remonte à la domination autrichienne).

Les blocs ne firent que peu, ou rien, de concret, mais discréditèrent le socialisme devant les masses. Il suffit de voir les chiffres des adhérents au parti. Quand vint le réveil amer de la guerre de Lybie, le parti s'arrêta sur la voie dangereuse de la dégénérescence et reprit son chemin ascendant. On a donc l'actuel refleurissement parce qu'il est intervenu une réaction salutaire à la tactique d'arrangements, qui s'était révélée désastreuse pour le socialisme. Cette expérience devrait en conséquence persuader les partisans des blocs à n'en pas faire d'autres dans des conditions encore pire, parce qu'ici il n'y a pas de partis démocratiques et que la conscience politique ouvrière est encore plus faible.

En conclusion : ou bien pour les blocs, et on est démocrate, ou bien hors et contre les blocs, et on est socialiste. On ne peut échapper à ce dilemme. Et pourquoi y a-t-il des individus qui se disent socialistes et qui ne ressentent pas cela ? La réponse est unique, fatale, inattaquable. Aux objectifs finaux du socialisme a prévalu chez eux la manie du succès électoral et de l'arrivisme personnel. Ils ont donné la chasse aux sièges dans les conseils communaux et provinciaux. Ils ont défendu désespérément leur médaille de député parlementaire qu'ils ont conquise.

Et, pour cela, ils ont renié le socialisme. C'est aussi simple qu'évident.

Notes introductives de Bordiga (*dans L'"Histoire de la Gauche communiste 1912-1919"*)

Ces deux articles qui constituent un seul texte de propagande, nous pouvons dire élémentaire, mais inspirée en toute rigueur du programme marxiste, se trouvent tous deux dans l'organe du Parti de la région de Naples, "Il Socialista", qui commença ses publications immédiatement après la congrès d'Ancône, qui condamna la méthode des arrangements dans les élections locales et provoqua une clarification dans les rangs du Parti à Naples en expulsant les partisans invétérés des blocs et en réintégrant le Cercle Socialiste révolutionnaire Karl Marx dans la section locale renouvelée.

Toutefois les articles n'ont pas une simple portée locale, mais une portée générale et de principe.

Il faut également relever que leur date de parution les place avant l'éclatement de la guerre en Europe qui se déclenche entre le dernier jour de juillet et les premiers jours d'août.

La thèse centrale, qui dénonce le caractère incompatible et dangereusement contre-révolutionnaire de tout rapprochement entre démocratie et socialisme, est donc affirmée avec fermeté avant que ne fût apportée la confirmation historique de la ruine à laquelle conduisait le socialisme européen par le comportement désastreux des partis socialistes, y compris le parti allemand, poussés à abandonner toute opposition de classe aux États bourgeois par l'argument principal suivant : on devait défendre dans ce conflit armé cette prétendue conquête que serait la civilisation démocratique européenne dans laquelle le prolétariat trouverait son intérêt.

Il est inutile d'ajouter que la question est posée également avant les désillusions ultérieures qui survinrent avec la deuxième guerre européenne et mondiale, en Italie avec la dégénérescence des blocs de résistance antifasciste, et aussi en Russie, avec les alliances de guerre de Staline jusqu'à la

coexistence pacifique du XXe Congrès.

Pour le reste, les deux articles n'appellent pas d'autre commentaire sinon qu'à la fin du premier il nous faut signaler la thèse que la démocratie moderne est colonialiste et donc militariste, donc aussi antiprolétarienne, pour ces raisons d'impérialisme économique qui furent justement mises en lumière par Lénine.

C'est le moment de remarquer que la vision correcte ne se rattache pas à la clarté de vue spéciale de certains hommes, mais à des rapports de force sociaux et collectifs. La guerre que fit l'Italie en Lybie dans les années 1911-1912 - prodrome, en même temps que les deux guerres balkaniques, de la conflagration générale - enseigna aux révolutionnaires prolétariens qu'une politique bourgeoise "avancée" et démocratique est la plus adaptée aux entreprises de brigandages colonialistes.

Ces articles démontrent que la politique d'alliance avec les démocrates ne correspond même pas avec l'objectif d'économiser des forces et de gagner du temps, mais que même prise dans ce sens elle est vouée à l'échec.

La dernière partie du second article éclaire aussi la position de la Gauche dans la politique communale, à savoir la condamnation de toute prise en compte de problèmes administratifs et concrets, les révolutionnaires ne peuvent considérer la Commune qu'en fonction de la lutte antiétatique, c'est-à-dire dans la direction subversive de la conquête du pouvoir d'Etat.

Le bilan de plus d'un demi-siècle est là pour démontrer la validité de cette position, fidèle à l'orientation invariante du marxisme révolutionnaire.